Bulletin de l'Initiative communiste-ouvrière - N° 34 | Juillet-août 2013

Communisme-ouvrier



www.communisme-ouvrier.info | contact@communisme-ouvrier.info | (33) 06 17 56 01 74

« Taksim partout, Résistance partout »



Manifestation à Sao Paulo : "Nous sommes Grecs, Turcs, Mexicains ; nous sommes sans patrie, nous sommes révolutionnaires"

Après la violente répression policière du 31 mai, la population de Turquie s'est mobilisée par centaines de milliers à travers tout le pays. Cette révolte qui s'exprime dans les rues d'Istanbul, d'Ankara, d'Izmir, d'Antalya et d'ailleurs, par son caractère massif et déterminée, c'est une révolte contre 11 années de politique réactionnaire, répressive, autoritaire et anti-ouvrière du gouvernement Erdogan. C'est une révolte contre un régime qui, sous un verni démocratique, maintien plus de 10.000 prisonniers politiques derrière les barreaux, un régime qui s'attaque aux libertés et qui a montré toute sa brutalité dans la répression de ces derniers jours. Pour tenter de briser cette révolte, le gouvernement Erdogan a jeté son masque démocratique. Dans la nuit du 15 au 16 juin, c'est avec une violence inouïe que les forces de répression s'en sont pris aux manifestants, allant jusqu'à tirer des gaz lacrymogènes dans les hôpitaux, arrêtés des médecins et infirmières qui portaient secours aux blessés, et même menacer d'envoyer l'armée pour réprimer la contestation. Le 28 juin d'ailleurs, c'est l'armée qui a réprimé à Lice, non loin de Diyarbakır, une manifestation contre l'extension d'un camp militaire. La répression a fait un mort, Medeni Yıldırım, et dix blessés. Malgré la répression, la résistance continue en Turquie où chaque soir des assemblées s'organisent dans les parcs d'Istanbul, d'Ankara et des autres villes pour déterminer des suites à donner au mouvement.

A l'heure où les images de la répression en Turquie indignaient le monde, à l'autre bout de la planète, c'est aussi par centaines de milliers d'abord, par millions ensuite, que la population du Brésil descendait dans la rue. Contre la hausse des prix du transport d'abord, mais ensuite plus largement contre les manques de moyens dans l'éducation et la santé alors que des milliards sont dilapidés par le gouvernement en vue de la coupe du monde de football.

Puis, le 30 juin, au Caire et partout en Egypte, c'est par dizaines de millions que les gens sont descendus dans les rues contre Morsi et sa politique réactionnaire et anti-sociale. De Sao Paulo à Istanbul, en passant par Le Caire, ce sont, dans des langues différentes, sur des continents différents, les mêmes images de manifestations, la même colère et aussi la même répression de la part des Etats en place.

De l'Anatolie à l'Amazonie, c'est bien une même lutte, la même lutte aussi que celle qui unit, de Banja Luka à Sarajevo, au-delà des nationalismes qui ont ensanglanté cette région du monde, la population de Bosnie-Herzégovine contre un gouvernement corrompu, la même lutte que celle de la population en Egypte contre un gouvernement réactionnaire et anti-ouvrier, la même lutte que celle des jeunes chômeurs d'Algérie, des mineurs d'Afrique du Sud, des ouvriers de la construction au Canada, des travailleurs de Grèce, des étudiants de Santiago, des métallurgistes et des employés d'Amazon en Allemagne, la même lutte aussi que celle qui est menée en France, que ce soit chez PSA, Virgin, Michelin ou Goodyear, contre les licenciements et le chômage.

Alors oui, au-delà de notre entière solidarité, ces luttes doivent nous servir d'exemple. Depuis des décennies, les gouvernements successifs nous imposent des politiques anti-ouvrières et réactionnaires, accentuent la chasse et les discriminations contre les immigrés, et renforcent la répression contre les militants ouvriers. Alors que le taux de chômage explose, il n'y a pas un jour sans qu'on apprenne un nouveau plan de licenciements ou de suppressions de postes. Alors qu'ici même on crève du chômage et de la misère devant les Agences Pôles Emploi, on crève dans les entreprises de la charge de travail qui augmente, et le gouvernement s'apprête, en plus, à repousser une nouvelle fois l'âge de départ à la retraite. Et cerise sur le gâteau, l'actuel gouvernement prépare une loi d'amnistie pour les grands bourgeois qui ont fraudé le fisc, alors que non seulement il a refusé d'amnistier les syndicalistes poursuivis pour avoir défendu leurs emplois et retraites, mais il est allé jusqu'à faire envoyer ses flics interpeller au petit matin cinq militants ouvriers à Roanne ! Et n'oublions pas, tant que nous parlons de répression, que le lendemain de la mort de notre camarade Clément, militant antifasciste tué par une bande de néonazis, on assistait à Barbès à la plus grande rafle de ces dernières années contre nos sœurs et frères sans-papiers, coupables uniquement de n'avoir pas la bonne carte d'identité.

Oui, il est temps de prendre exemple sur la population de Turquie, d'Egypte et du Brésil, et de descendre à notre tour dans la rue ! « Taksim est partout, la résistance est partout » disent nos camarades de Turquie. Ce slogan est valable non seulement pour les villes de Turquie, mais il doit l'être dans chaque ville, dans chaque quartier, dans chaque usine, partout dans le monde où nous sommes exploités et opprimés.

■ **Camille Boudjak**

Pour soutenir l'Initiative Communiste -Ouvrière :
vous pouvez faire un virement sur le compte « Un monde meilleur », Crédit Mutuel Nord Europe, Coordonnée Bancaires : Banque : 15629 Guichet : 02715 Compte : 00042945701 Clef : 57

ou par chèques adressés à « Un monde meilleur », c/o Nicolas Dessaux, appartement 2143 - 43, rue du maréchal Lyautey -59370 Mons-en-Baroeul

Mobilisation réussie des cheminots

Avec près d'un cheminot sur deux en grève (47%) ce 13 juin dernier, la direction SNCF et le gouvernement ont reçu un avertissement. Au travers de cette mobilisation les cheminots ont exprimé :

- leur attachement aux notions de "service public", donc aux services rendus aux usagers.
- leur désaccord face aux propositions du gouvernement concernant la reforme du transport ferroviaire et la mercantilisation du transport ferroviaire de voyageurs avec l'ouverture à la concurrence en 2019
- que la réglementation du travail actuelle à la SNCF (RH 077) est le minimum afin de garantir la sécurité des circulations tout en préservant la santé physique et mentale des cheminots.

Si la direction SNCF tente de minimiser cette grève, le gouvernement lui a choisi de l'ignorer prétextant que ce sont des sujets internes a la SNCF. Ce gouvernement se sent pourtant concerné lorsqu'au titre d'actionnaire il vient prélever chaque année quelques centaines de millions d'euros alors que dans le même temps, faute d'argent, les services TER et RER se dégradent et que les ouvriers galèrent pour se rendre et revenir du travail...

Ne laissons pas la rue à l'extrême-droite

Le 5 juin, Clément Méric, militant antifasciste et syndicaliste, a été tué par des brutes de l'extrême-droite. Ce crime a eu lieu alors que depuis des années, les agressions racistes, homophobes et antisémites se multiplient dans toutes les régions de France. A Lyon, plusieurs fois, des jeunes antifascistes ont été hospitalisés suite à des agressions de l'extrême-droite. En août, c'est à balles réelles que des racistes ont tiré sur des jeunes Arabes à Aigues-Mortes dans le Gard. A Marseille et à Lille, de véritables pogroms ont eu lieu contre des campements Rroms. Récemment, droite et extrême-droite manifestaient aux côtés de néo-fascistes hurlant des slogans homophobes. Et ce ne sont là que quelques exemples les plus marquants, on ne compte plus le nombre d'agressions racistes, de profanations de cimetières musulmans ou juifs, de tags nazis sur les murs de mosquées ou de synagogues, d'attaques contre des bars gays, etc.

Nous ne pouvons pas compter sur l'appareil d'Etat bourgeois pour mettre fin aux violences de l'extrême-droite. L'interdiction de tel ou tel groupuscule néo-nazi n'empêchera pas la banalisation du racisme. En effet, cela fait bien longtemps que les appels à la haine ou à la discrimination à l'encontre d'êtres humains sous prétexte de leurs couleurs de peau, de leurs origines ou de leurs nationalités ne sont plus l'apanage de la seule extrême-droite. Pendant cinq longues années, depuis les plus hauts sommets de l'Etat, ont été déversés les plus réactionnaires discours et politiques nationalistes contre les immigrés et les Rroms. Sarkozy surfant sur les discours du FN avec la viande hallal lors des dernières élections, Copé avec son pain au chocolat et plus récemment c'est Didier Réault, conseiller municipal et général UMP de Marseille, qui lance un appel au pogrom anti-rroms sur son compte twitter, tandis que son comparse le député Guy Teissier avait déclaré que « dix Rroms c'est déjà trop ».

Et tandis que FN et UMP rivalisent dans l'ignominie raciste, Valls et le gouvernement continuent la même politique xénophobe que le précédent gouvernement. Le lendemain de la mort de Clément, ce sont des centaines d'agents de police qui ont été dépêchés à Barbès pour y effectuer une des plus grandes rafles de ces dernières décennies.

Tout cœur humain ne peut qu'être révolté et écœuré tant par les violences des brutes néo-nazies que par les discours et politiques dominantes xénophobes et racistes. Toute cette barbarie, tous ces appels à la discrimination, au meurtre ou à l'exclusion sortis des poubelles de l'histoire, sont aussi dirigés directement contre l'ensemble de la classe ouvrière. Si on les laisse faire, demain, ce seront nos piquets de grèves et nos manifestations qui seront attaquées par les néo-nazis. Car au-delà des discours populistes, rien n'est plus haïssable pour l'extrême-droite que des ouvriers qui s'organisent et luttent pour défendre leurs intérêts. Le racisme, le nationalisme, l'homophobie cherchent à nous diviser. Plus que jamais, français ou immigrés, avec ou sans-papiers, Rroms ou gadjés, Juifs ou goys, homos ou hétéros, nous subissons les mêmes attaques contre nos droits collectifs, la même dégradation de nos conditions de travail, les mêmes licenciements, le même chômage et les mêmes politiques d'austérité. Nous ne pourrons arracher une vie meilleure qu'en étant unis et en refusant toutes les divisions racistes, toutes les discriminations à l'encontre de camarades sous prétexte de leur origine, nationalité, couleur de peau, sexe ou orientation sexuelle.

Si nous devons montrer la force du nombre face au racisme et à l'extrême-droite, ce combat ne saurait se limiter aux manifestations. C'est au quotidien, dans nos usines, nos chantiers, nos bureaux, nos quartiers et devant les agences Pôle Emploi que nous ferons reculer la peste raciste et réactionnaire, en travaillant à l'unité de la classe ouvrière contre les attaques des patrons et des gouvernements à leur service, et en faisant vivre une alternative à cette société capitaliste inhumaine.

■ **Initiative Communiste-Ouvrière**

La presse et la mort de Clément

Tout est parti d'un article de RTL repris par *Le Figaro* :

"C'est une vidéo qui va peser lourd dans l'enquête sur la mort du militant antifasciste Clément Méric. On y découvre un Clément Méric agressif, qui porte, par-derrière, un coup à la tête d'un militant d'extrême droite, Esteban Morillo, aux prises avec deux assaillants. Morillo se retourne et renvoie une droite pour se défendre, faisant tomber à terre le jeune Méric qui ne se relèvera plus."

Voilà. Donc, en France, quand un jeune s'oppose à la présence de néo-nazis, il est agressif, il vaut pas mieux qu'eux. Bien évidemment, sur le profil Facebook du Figaro, aucune retenue ni modération.

Un exemple de commentaires : "c'est bien les groupes d'extrême gauche qu'il faut dissoudre, ils sont violents, haineux, fachos et j'en passe...Pauvre Esteban, il a fallu trouver un coupable et ils ont fait porter le chapeau sur le camp adversaire alors qu'il n'avait rien demander pffff! des excuses du gouvernement et surtout à ce jeune homme serait des plus respectables mais venant des gauchos on peux toujours attendre!"

Or, que dit la Police ? Elle déclare à Libération ceci : "Selon un commissaire de la PJ , «la police technique et scientifique n'a pas travaillé pendant plusieurs jours sur ces images pour les faire parler», comme le prétend le journaliste qui a toutefois eu accès à la bande. Celui-ci n'a cependant pas indiqué que la caméra est orientée vers le trottoir et «ne montre que vingt centimètres au-dessus du sol, c'est-à-dire les jambes des personnes». Les enquêteurs ont donc pu voir «des échanges de coups de pieds» entre cinq garçons d'extrême droite et quatre d'extrême gauche puisqu'il «s'agit d'une bagarre entre deux groupes», rappelle le commissaire.

Ayant repéré Clément Méric à ses «chaussures claires» et Esteban Morillo à ses «godillots», les policiers aperçoivent «à un moment de la rixe, Méric passer derrière Morillo occupé à frapper un autre. Peut-être Méric donne-t-il un coup à Morillo lequel, en tout cas, se retourne. Et Méric tombe par terre». Inconscient. Voici la scène de rixe filmée au ras du bitume. La PJ ne comprend pas comment RTL peut laisser entendre que Méric déclencherait l'agression sur Morillo lequel riposterait : «Qu'est-ce que cela changerait si Méric assènait un coup dans le dos à Morillo au cours de la bagarre ? Les échanges de coups ne sont niés par personne, ni côté extrême gauche, ni côté extrême droite.»

Exemple typique de manipulation des médias. Alors à qui profite le crime ? On peut trouver tout un tas de raisons. Nous vous livrons celle que nous préférons[1] : "Le Figaro appartient à Dassault (par ailleurs député, inquiété par une sombre affaire d'achat de voix, avec meurtres à la clé) ; RTL appartient à Bertelsmann (premier groupe de médias européen qui voulait te vendre Wikipédia en papier) ; Europe 1 à Lagardère (qu'on ne présente plus) ; en bref, la grande majorité des médias appartiennent à des groupes capitalistes ou à des capitalistes individuels. Ils ont donc un intérêt de classe. Ils ne sont pas là uniquement pour faire passer des infos (tronquées parfois, partiales toujours, mais en politique l'objectivité n'existe pas), ni pour transmettre une idéologie, mais aussi préserver les intérêts de leur classe.

Ainsi, les reportages omniprésents sur les flics ; ainsi aussi la désignation de boucs émissaires.

Pas étonnant dès lors, que ces mêmes médias aient un parti-pris. Le fait d'avoir interviewé Le Pen et Ayoub AVANT MÊME d'interviewer des militants antifascistes après le décès du camarade Clément Méric n'est pas anodin. C'est qu'ils ont compris que Le Pen, le FN, et leurs satellites, loin d'être "en dehors du système" (qu'on ne nous explique d'ailleurs pas, ou très partiellement), en sont les garants."

■ **Kurteas**

[1] Tiré du blog « communismefensch.wordpress.com/ »

Manifestations après la mort de Clément



Partout en France, des manifestations et des rassemblements ont eu lieu le 6 juin et les jours qui ont suivis , en mémoire de Clément Méric, jeune étudiant antifasciste assassiné le 5 juin par des néo-nazis à Paris. A Paris, des milliers de personnes se sont rassemblées jeudi en fin d'après-midi place Saint-Michel. Plus de mille manifestants se sont retrouvés à Lyon, des milliers aussi à Lille, 800 à Brest et des centaines dans bien des villes, petites et grandes, et cela alors que les manifestations et les rassemblements avaient été organisés dans l'urgence quelques heures auparavant. Des hommages ont également eu lieu à travers le monde comme par exemple en Allemagne, à Bruxelles, Istanbul ou Moscou.

Quelques échos de manifestations :
A l'appel du Sud Solidaires Etudiant, un rassemblement en hommage à Clément, jeune syndicaliste et militant antifasciste assassiné par les militants de l'extrême droite, a réuni entre 200 et 300 personnes, dont beaucoup de militants syndicaux et politiques, le 6 juin à Caen. Pendant plus de trois heures, en partant de la préfecture, avec un arrêt sur la place de la Résistance, le cortège a sillonné les rues de la ville sous les slogans: "Ni pardon, ni oubli", "No Pasaran", "Résistance Antifasciste".

Le samedi 8 juin, près d'une centaine de personnes se sont rassemblées Place de la Liberté à Lons-le-Saunier (Jura) en mémoire de Clément Méric. Une manifestation est ensuite partie en direction de l'hôtel de ville en scandant des slogans comme "Pas de fachos dans les quartiers, pas de quartiers pour les fachos", "Le fascisme, c'est la gangrène, on l'élimine où on en crève", "Fascistes, racistes, assassins !", "C'est pas les immigrés qui coûtent chers, c'est le MEDEF et les actionnaires", etc.

A Grenoble, 200 personnes se sont rassemblées le 6 juin et le 7 juin une manifestation a rassemblé plus de 500 personnes. Un camarade y a fait la déclaration suivante au nom d'ICO : « Tout d'abord les militants de l'Initiative Communiste Ouvrière adressent leurs condoléances à tous les proches de Clément. L'extrême droite tue. Encore une fois les fascistes nous ont montrés de quoi ils étaient capables, c'est maintenant à nous de leur montrer que nous ne les laisseront pas faire. Nous devons dépasser le stade de lutte réactive et entrer dans une lutte offensive pour détruire l'extrême-droite. Nous devons lutter sur deux fronts, premièrement nous devons contrer les actions des groupes fascisants et nous devons lutter contre les vecteurs d'existences de tel groupe, la lutte antifasciste c'est aussi la lutte contre le sexisme, contre le racisme, contre le nationalisme, et la lutte contre le système capitaliste. La lutte continue camarades ! »

■ **Correspondants ICO**

Les femmes dans l'électrométallurgie

Alors que le gouvernement fait la promotion de sa lutte contre les discriminations sexistes après la condamnation de deux entreprises pour non-respect de la législation concernant l'obligation de négocier sur l'égalité hommes-femmes, voilà le témoignage d'un camarade sur la situation à l'usine Ferropem :

Les femmes sont principalement employées dans les bureaux, sur le groupe il n'y a que 10% de femme et en production elles ne sont que 7 sur 545 ouvriers !
Adapter le travail à l'homme (qui peut etre une femme) n'est pas la devise des patrons de Ferropem.

Le travail de forçat nécessite des « bras », les méthodes de recrutement sont dignes d'un autre temps, les contremaitres sont souvent misogynes et réactionnaires (on ne veut pas de femme au four, on ne veut pas d'histoires).

Une camarade affectée au conditionnement a été harcelé par son chef ; la direction a tardé pour prendre des mesures, il a fallu menacer le directeur pour la faire muter dans un autre service, ces collègues ont refusés de témoigner contre le harceleur par peur, ou manque de solidarité.

■ **Jean-Yves Zoltar**

A propos des élections de 2013 en Iran

La farce des soi-disant élections présidentielles en Iran est terminée. Hassan Rouhani, pendant longtemps une figure militaire et policière du régime, est sorti des urnes. Khamenei a qualifié ces élections « d'épopée politique » ; Rafsanjani a parlé de « démocratie infaillible » ; la BBC a célébré « la victoire du rationalisme sur l'idéalisme » ; l'opposition pro-régime les a trouvées « pleines d'espoir » et y a vu « le rétrécissement du fossé entre le régime et le peuple ». Mais il n'y avait rien de sérieux dans cette farce, ce n'était qu'une nouvelle indication de la haine de la population envers le régime islamique et de sa lutte contre ce système.

L'absurde déclaration du régime que cette élection était une "épopée politique" doit être comprise comme une dernière tentative de justifier les élections. Quelque soit le véritable nombre de votants, il est clair que les millions de personnes qui n'ont pas participé à cette farce, et qui, partout où ils l'ont pu ont fait entendre leurs protestation, ceux qui malgré la chape de plomb du régime ont utilisé les opportunités pour défendre leurs revendication, et ceux qui ont utilisé le vote pour renforcer les contradictions au sein du régime, tous ont démontré la volonté de l'ensemble de la population d'en finir avec la République Islamique et ses différentes fractions.

Les élections de 2013 ont montré plus que jamais la blague des élections sous la République Islamique. Le monde entier a vu à quel point ces élections ne sont qu'un show où seul les plus obéissants laquais du système parviennent à passer à travers le filtre du Conseil des Gardiens. Non seulement les partis et organisations de l'opposition, les athées et ceux qui ne croient pas en leur religion et en leurs superstitions, non seulement les femmes, simplement parce qu'elles sont des femmes, sont exclus de la compétition, mais même de véritables assassins et fondateurs de la République Islamique, comme Rafsanjani, ont été disqualifiés.

Les élections de 2013 ont mis en lumière, non seulement la haine de la population pour le régime islamique, et le sentiment de dégoût qu'il inspire à travers le monde, mais il a aussi plus clairement que jamais relevé la profondeur des conflits et scissions internes au sein de la République Islamique. Sur la base de ces facteurs, il n'y a pas de doute que le régime islamique, face aux contradictions et à l'impasse de son économie et de sa politique étrangère, est sorti plus faible qu'avant de ces élections. Après cette farce, les contradictions au sein du régime ressurgiront à la surface et deviendront de plus en plus visible sous la pression des protestations populaires. Les questions fondamentales de la société iranienne, de la pauvreté, de la faim et des privations à la répression, à l'emprisonnement et aux exécutions, feront disparaître la propagande du régime et intensifieront les confrontations entre la population et le régime.

La revendication immédiate et essentielle de la population d'Iran est le renversement du régime islamique et de toutes ses lois, traditions et institutions. Toute manœuvre du régime trouvera en face d'elle le mouvement de la population qui est le plus fort. La période qui est devant nous est la période du renforcement et de l'approfondissement de la lutte de la population, une période où la classe ouvrière, les masses pauvres et la jeunesse avancerons à un niveau toujours plus élevé, et qui dans la lutte pour leurs revendications n'ont pas d'autres choix d'entrer dans une vaste lutte politique contre l'ensemble du régime islamique.

Le Parti Communiste-Ouvrier d'Iran appelle les travailleurs, les femmes, les jeunes et toute la population à s'unir derrière les revendications de liberté et d'égalité et derrière leur parti révolutionnaire, le Parti Communiste-Ouvrier, pour la révolution contre la République Islamique et le système capitaliste inhumain.

■ **Parti Communiste-Ouvrier d'Iran, 16 juin 2013**

Solidarité Ouvrière : Blog de l'Initiative Communiste-Ouvrière
http://communismeouvrier.wordpress.com/

Caen : Quelque soit la nationalité, un toit pour tous !

En ce début du XXIème siècle, en France, dans un des pays les plus riches du monde, il y a des êtres humains qui n'ont pas de logements décents ou pas de logement du tout. Pire, l'Etat et les gouvernements successifs jettent des familles entières à la rue, sans solution de relogement. Leur seul tort ? Se prendre de plein fouet les conséquences désastreuses (austérité, précarité, chômage et misère) d'un système absurde et inhumain, le capitalisme, qui place les profits, la sacro-sainte « propriété privée » et le droit de propriété bien devant le droit à un logement pour tous, la dignité et la vie humaine.

L'existence même des expulsions est une barbarie. Une barbarie institutionnalisée et défendue par l'Etat, qui expulse même des centres d'hébergement d'urgence (115).

Dans la continuité de la politique xénophobe des gouvernements successifs, le Préfet du Calvados a décidé de supprimer les places du dispositif d'hébergement d'urgence pour les familles de demandeurs d'asile. Une centaine de personnes, des familles entières, dont plusieurs dizaines d'enfants et de nourrissons, sont mises à la rue depuis fin mai. Et la situation risque de s'aggraver avec des nouvelles mises à la rue programmées dans les jours et semaines à venir. En août, ce sont 700 personnes qui pourraient ainsi se retrouver à la rue.

Le 4 juin, une première manifestation a rassemblé 300 personnes devant la Préfecture à Caen. Devant l'absence de réponse de la préfecture, une nouvelle manifestation a eu lieu le 11 juin. Cette fois, un campement d'une quinzaine de tentes a été mis en place devant le Théâtre de Caen où les familles avec les enfants, dont un bébé de trois semaines, ont passé la nuit.

Le lendemain, la préfecture a enfin proposé de loger les parents avec les enfants en garantissant, verbalement, le respect des droits pour ces familles



dont les dossiers de demande d'asile sont en cours et notamment en cas d'un appel suite à un premier refus de la part de l'OFPRA. Le campement a donc été levé, mais très vite, on s'est aperçu que la préfecture avait menti à la délégation. Dès le mardi soir, la préfecture a refusé de loger trois familles sur 17, dont une avec un bébé de trois mois. Le lendemain, le préfet revenait sur l'hébergement de quatre autres familles sous prétexte de leur situation administrative. Aussi, de nouvelles manifestations, avec à chaque fois plusieurs centaines de personnes ont eu lieu les 17 et 24 juin.

Le 25 juin, à la fois pour renforcer la pression sur la préfecture que pour offrir une solution pour les familles à la rue, un logement est occupé au 202 rue de Bayeux à Caen. Il faut dire que si des familles sont à la rue, on estime à 3 millions le nombre de logements vacants en France, dont plus de 5500 à Caen. L'adresse du lieu occupé a été rendue publique le vendredi 28 juin.

Alors que ces lignes sont écrites, la mobilisation continue. Une nouvelle manifestation est prévue pour le 1er juillet et l'Assemblée Générale de Lutte Contre toutes les Expulsions qui s'est mise en place compte bien continuer la lutte jusqu'à ce que toutes les familles et toutes les personnes expulsées aient enfin de solution de logement !

■ **Infos des camarades d'ICO à Caen**

Clermont-Ferrand : Les travailleurs de Michelin dans les rues

Michelin a annoncé 2,4 milliards de bénéfices pour 2012, ce qui n'empêche pas la direction de prévoir la fermeture du site de Joué-les-Tours et la suppression de 730 emplois. Aussi, à l'occasion d'un CCE exceptionnel au siège de Michelin, 2.000 à 3.000 travailleurs du groupe, venus de toutes les usines (dont 400 ouvriers du site de Joué-les-Tours) ont manifesté le 26 juin dans les rues de Clermont-Ferrand. Les travailleurs ont scandé des slogans comme "Non, non, non, à la fermeture de Tours ! " ou "Aucun licenciement".

Devant le siège, les ouvriers ont été accueillis par un cordon de CRS. Lorsque des ouvriers ont voulu rentrer dans le bâtiment, ils ont été repoussés à coups de gaz lacrymogènes par les CRS. Comme pour les ouvriers de PSA, d'ArcelorMittal ou de Goodyear, le gouvernement est toujours près à mobiliser ses forces de répression pour protéger les patrons-voyous qui s'enrichissent sur le dos des travailleurs contre les ouvriers qui défendent leurs emplois.

Protestation lors de l'ouverture de la conférence de l'OIT à Genève

Le mardi 5 juin 2013 vers 11 heures un groupe de militants du Parti Communiste-Ouvrier d'Iran (PCOI) a réussi à manifester au cœur de l'assemblée plénière de la 102ème conférence de l'Organisation Internationale du Travail à Genève.

Alors qu'à la tribune, la présidence de l'assemblée de l'OIT était donnée à un agent du régime islamique d'Iran et qu'il a commencé son discours, un groupe de militants du Parti Communiste-Ouvrier d'Iran est entré dans la salle en brandissant des portraits de militants ouvriers emprisonnés en Iran, scandant des slogans comme "République Islamique d'Iran hors de l'OIT" et "Libérez les travailleurs en Iran !" et distribuant des tracts aux délégués. Plusieurs délégués ont témoigné de leur solidarité avec l'action de protestation.

Si les militants ont rapidement été expulsés de la salle par le service de sécurité, cette action a perturbé le discours de l'agent du régime islamique d'Iran et permis de faire entendre, même brièvement, une voix ouvrière face au régime anti-ouvrier, répressif et liberticide des mollahs de Téhéran.

Manifestation des travailleurs de la santé et du social à Paris

Samedi 15 juin, 8.000 travailleuses et travailleurs de la santé et du social ont manifesté dans les rues de Paris contre les politiques d'austérité. Dans tous les hôpitaux, établissements et services sociaux ou médico-sociaux, du public comme du privé, des milliers et des milliers de postes sont supprimés, les salaires sont gelés, les conditions de travail se dégradent, les salaires gelés, les conventions collectives et autres droits attaqués… Au-delà des conséquences dramatiques pour les travailleurs, ces politiques d'austérité affectent bien entendu toute la population, comme avec la fermeture programmée de l'Hôtel Dieu à Paris ou de la maternité des Lilas, où les salariés se battent contre la fermeture de leurs établissements.

Cette manifestation du 15 juin, à l'appel des fédération CGT et SUD, a permis aux travailleuses et travailleurs venus des quatre coins du pays de venir crier leur ras-le-bol dans les rues de la capitale. Mais ça ne doit être qu'un début ; ce sont des luttes dures et massives qui sont devant nous pour faire reculer le gouvernement et ses politiques d'austérité.

